

BCRH & Associés
Commissaire aux Comptes
35, rue de Rome
75008 - PARIS

ARCADE Finance
Commissaire aux Comptes
128, rue de la Boetie
75008 - PARIS

M2i

Société Anonyme au capital de 494 648 €

146/148, rue de Picpus
75012 Paris

333 544 153 R.C.S Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

À l'Assemblée Générale de M2I,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société M2i relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui se traduisent par un bénéfice de 3 043 148 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

- Évaluation des « immobilisations incorporelles »

Les notes « Immobilisations incorporelles » et « Fonds commercial » de l'annexe présentent l'approche retenue par la société en matière de tests de dépréciations des fonds de commerce.

Nous avons examiné les modalités de mises en œuvre de ces tests, les prévisions de flux de trésorerie, ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que l'annexe aux comptes annuels donne une information appropriée.

- Évaluation des « immobilisations financières »

Les titres de participation figurant à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées dans la note de l'annexe intitulée « Participations ».

Nous avons procédé à des appréciations spécifiques des éléments pris en considération pour les estimations des valeurs d'utilité et, le cas échéant, vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

- *Autres aspects relatifs à l'établissement des comptes annuels*

Plus globalement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

V - Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 25 avril 2019

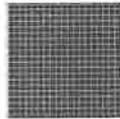
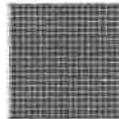
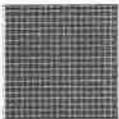
BCRH & Associés
Jean-François PLANTIN



Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie régionale de Paris

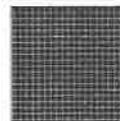
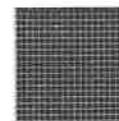
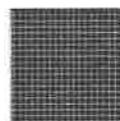
ARCADE Finance
Geneviève BRICE



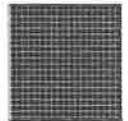
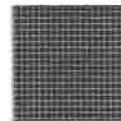
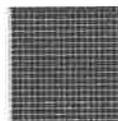


Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2018



Bilan



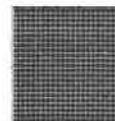
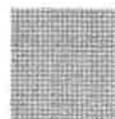
BCRH & Associés
490 092 574 RC PARIS

Index

Page de garde M2i.....	1
Bilan M2i.....	2
Bilan actif.....	3
Bilan passif.....	4
compte de résultat premiere partie.....	6
Compte de résultat seconde partie.....	7
Règles et méthodes M2i 2018 Page 9 à 14.....	9
immobilisation.....	15
Amortissements.....	16
Provisions inscrites au bilan - M2i.....	17
etat des échéances des créances et des dettes.....	18
Fonds Commercial M2i 2018.....	19
produits à recevoir.....	20
charges à payer.....	21
charges et produits constatés d'avance.....	22
composition du capital social.....	23
ventilation de l'impôt sur les benefices.....	24
effectif moyen.....	25
credit bail.....	26
engagements financiers - M2i.....	27
elements relevant de plusieurs postes du bilan.....	28
Ventilation du chiffre d'affaires net.....	29
remuneration globale et par categorie des dirigeants.....	30
identité des sociétés meres consolidant les comptes de la societe.....	31

Index

liste des filiales et participations M2i.....	32
accroissement et allègements dettes future d'impôts - M2i.....	33
resultat et autres elements significatifs des 5 derniers exercices.....	34



Bilan Actif

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	511 274	285 198	226 076	238 785
Fonds commercial	988 738		988 738	988 738
Autres immobilisations incorporelles	5 417 482		5 417 482	5 417 482
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	6 917 494	285 198	6 632 296	6 645 005
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	53 253	50 331	2 921	5 611
Installations techniques, matériel et outillage industriel	702 689	509 368	193 321	171 725
Autres immobilisations corporelles	4 697 124	3 561 210	1 135 913	1 006 013
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	5 453 065	4 120 910	1 332 155	1 183 349
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 886 251		5 886 251	315 471
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	485 648		485 648	450 344
TOTAL immobilisations financières :	6 371 899		6 371 899	765 815
ACTIF IMMOBILISÉ	18 742 458	4 406 108	14 336 351	8 594 170
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	2 600		2 600	9 041
Créances clients et comptes rattachés	8 186 173	207 039	7 979 133	4 137 487
Autres créances	9 731 742		9 731 742	8 527 483
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	17 920 515	207 039	17 713 475	12 674 011
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	600		600	750
Disponibilités	3 811 519		3 811 519	4 044 605
Charges constatées d'avance	635 204		635 204	495 368
TOTAL disponibilités et divers :	4 447 323		4 447 323	4 540 723
ACTIF CIRCULANT	22 367 838	207 039	22 160 798	17 214 734
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écart de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	41 110 296	4 613 147	36 497 149	25 808 903

Bilan Passif

M2i

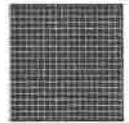
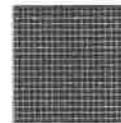
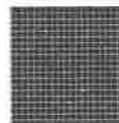
Période du 01/01/18 au 31/12/18

Edition du 25/04/19

Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	494 648	480 248
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	13 007 629	13 027 852
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	15 943	15 943
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	30 490	30 490
Autres réserves		
Report à nouveau	(4 588 891)	(5 067 608)
Résultat de l'exercice	3 043 148	478 717
TOTAL situation nette :	12 002 967	8 965 642
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	12 002 967	8 965 642
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	331 301	145 680
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	331 301	145 680
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	296 275	424 538
Emprunts et dettes financières divers	10 823 496	6 601 691
TOTAL dettes financières :	11 119 771	7 026 230
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	127 383	84 412
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 553 790	4 347 384
Dettes fiscales et sociales	6 020 334	4 965 477
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		125 000
Autres dettes	268 804	66 981
TOTAL dettes diverses :	12 842 929	9 504 842
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	72 798	82 097
DETTES	24 162 881	16 697 582
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	36 497 149	25 808 903

Compte de Résultat



Compte de Résultat (Première Partie)

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
Ventes de marchandises	16 032		16 032	7 630
Production vendue de biens				
Production vendue de services	37 598 897	139 255	37 738 152	29 515 835
Chiffres d'affaires nets	37 614 929	139 255	37 754 184	29 523 465
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 706	14 823
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			44 655	196 863
Autres produits			72 676	839
PRODUITS D'EXPLOITATION			37 875 221	29 735 990
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			19 641	6 739
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			11 690	(8 551)
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			23 007 856	18 523 002
TOTAL charges externes :			23 039 187	18 521 190
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			730 963	706 926
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			7 385 375	7 257 151
Charges sociales			3 258 006	3 077 329
TOTAL charges de personnel :			10 643 380	10 334 480
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			389 027	301 732
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			5 055	39 970
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			394 082	341 702
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			249 251	221 098
CHARGES D'EXPLOITATION			35 056 863	30 125 394
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			2 818 358	(389 405)

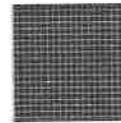
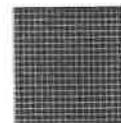
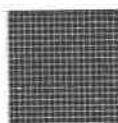
Compte de Résultat (Seconde Partie)

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2018	Net (N-1) 31/12/2017
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 818 358	(389 405)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	39 218	13 382
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	39 218	13 382
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	221 676	236 296
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	221 676	236 296
RÉSULTAT FINANCIER	(182 457)	(222 915)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 635 900	(612 320)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	160	36 103
Produits exceptionnels sur opérations en capital	900	47 680
Reprises sur provisions et transferts de charges	125 680	30 000
	126 740	113 783
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	538	11 160
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	95 037	76 518
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	311 301	81 425
	406 876	169 103
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(280 136)	(55 320)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(687 384)	(1 146 357)
TOTAL DES PRODUITS	38 041 179	29 863 154
TOTAL DES CHARGES	34 998 030	29 384 437
BÉNÉFICE OU PERTE	3 043 148	478 717

Annexe



Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 36.497.149 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 3.043.148 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 29/03/2018.

Faits caractéristiques de l'exercice :

1/ Transfert des actions M2i du groupe E1 (placement privée) vers le groupe E2 (offre au public) d'Euronext Growth Paris à compter du 20 mars 2018.

Un prospectus a été visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 18-085 en date du 15 mars 2018.

L'opération s'inscrit dans le prolongement des précédentes opérations d'augmentation de capital et de transfert sur Euronext Growth avec la volonté d'améliorer la liquidité du marché de ses actions, en s'adressant à de nouvelles catégories d'investisseurs.

2/ Augmentation de capital

Aux termes des décisions du Président en date 23 juin 2018, agissant sur délégation de compétence de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2017, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme de 14.400 € prélevée à due concurrence sur le poste « prime d'apport », à l'effet de porter ledit capital social à un montant total de 494.648 €.

3/ Prise de participation stratégique dans le capital de la société de formation en langues Ecsplícite

Conformément à sa stratégie de croissance, créatrice de valeur pour ses clients, ses salariés et ses actionnaires, le groupe M2i a annoncé le 15 octobre 2018 avoir pris une participation à hauteur de 34 % par augmentation de capital de 0,5 M€ dans la société de formation en langues Ecsplícite.

4/ M2i a procédé le 17 décembre 2018 à la création d'une filiale espagnole, commune avec Grupo Eidos (filiale du groupe Prologue en Espagne), afin de procéder à l'internationalisation de son offre de formation IT sur le territoire espagnol et latino-américain.

Cette filiale dénommée M2i Certified Education Systems, est détenue à 34 % par M2i Formation avec une option lui permettant à tout instant d'acquérir jusqu'à 100% du capital pendant les 5 prochaines années. Fortement implanté commercialement en Espagne et en Amérique Latine, Grupo Eidos aura, sur ces territoires, la responsabilité opérationnelle du développement de l'offre de formation du groupe M2i, dont les contenus sont déjà, pour la plupart, liés à des technologies internationales.

5/ filiale M2i Tech

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 5 décembre 2018, et sur constatation du Président en date du 11 décembre 2018, le capital de M2i Tech a été augmenté de 5 000 000 € à l'effet de le porter à 5 300 000 € par compensation avec des créances liquides et exigibles.

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture :

Prise de participation stratégique dans la société Devup spécialisée dans le conseil et la formation en cybersécurité

Conformément à sa stratégie de croissance, créatrice de valeur pour ses clients, ses salariés et ses actionnaires, le groupe M2i a annoncé le 10 janvier 2019 avoir pris une participation à hauteur de 34 % dans la société de conseil et de formation en Cybersécurité Dev'up.

Principes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général homologué par l'arrêté du 8 septembre 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément :

- aux hypothèses de bases :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément :
 - aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
 - aux règles sur les actifs, amortissements et dépréciations issues :

du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

M2i fait partie du périmètre de consolidation de O2i, tête de Groupe. La méthode de consolidation retenue est celle de l'intégration globale en raison de sa détention à hauteur de 58,96%.

Immobilisations corporelles & incorporelles :

Les valeurs comptables brutes des immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat après déduction des RRR et escomptes obtenus, et frais accessoires directement attribuables aux immobilisations).

Les frais accessoires qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en l'état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue par la direction, sont comptabilisés en charges.

Le coût des emprunts spécifiques à l'acquisition (ou à la production) d'immobilisations est comptabilisé en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels informatiques	01 à 03 ans
- Brevets	07 ans
- Agencements, aménagements des terrains	06 à 10 ans
- Constructions	10 à 20 ans
- Agencements et aménagements des constructions	12 ans
- Installations industrielles	05 ans
- Agencements, aménagements, installations	06 à 10 ans
- Matériel de transport	04 ans
- Mobilier de bureau et informatique	03 à 10 ans
- Mobiliers	05 à 10 ans

Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Conformément au règlement de l'ANC 2015-06, appliqué pour la première fois à la clôture 2016, les malis techniques de fusion ou confusion ont été reclassés dans les postes correspondants aux actifs sous-jacents à savoir les fonds de commerce pour un total de 5.417K€.

Les immobilisations incorporelles, figurent au bilan à leur coût d'acquisition y compris les fonds commerciaux.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, la Société a estimé que les fonds de commerce n'ont pas une durée de vie limitée. A ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de valeur au minimum une fois par an, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable de l'ensemble des fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT), déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF) selon les mêmes modalités que pour le test de dépréciation des immobilisations financières.

Immobilisations financières :

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le prix d'acquisition des titres tient compte du prix payé lors de l'acquisition mais aussi des éventuels compléments de prix variables définis dans les protocoles d'acquisition. Ces compléments de prix sont inscrits en dettes sur immobilisations. Les titres de participation sont soumis à un test de valeur annuel, à la clôture de l'exercice. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur économique de la société à la valeur nette comptable des titres de participation. La valeur de la société correspond à la valeur d'utilité déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF) ajustée du montant de l'endettement net de la filiale considérée. L'évaluation de la valeur d'utilité est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 4 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui a été fixé à 0% au 31 décembre 2018, sur la base de l'analyse prudente de l'expérience passée et du potentiel de développement futur, - d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 11.5% au 31 décembre 2018.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur de la société ainsi déterminée est comptabilisé en priorité en provision pour dépréciation.

Stocks :

Néant

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Certaines créances font l'objet d'une cession à un organisme d'affacturage. Elles sont ainsi déduite du compte client.

Primes de remboursement des obligations :

Néant

Engagements pris en matière de retraite :

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite n'a pas fait l'objet de provision, mais est intégré dans l'annexe.

Le montant des engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de fin de carrière, selon les éléments démographiques et les paramètres retenus, s'élève au 31/12/2018 à 579.984 euros.

Pour déterminer le montant de cette indemnité nous avons utilisé les paramètres techniques suivants :

- table de mortalité : INSEE 2014
- taux d'actualisation : 1.57%
- méthode de calcul : prospective
- initiative de départ : salariés
- âge de départ à la retraite : 60 – 67 ans
- taux d'évolution salariale : 1%
- taux de charges patronales : 42%

Crédit Impôt Compétitivité Emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année 2018 a été constaté pour un montant de 221.867 euros.

Le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649000.

Le produit CICE propre à l'entreprise comptabilisé au titre de l'exercice vient donc en diminution des charges de personnel.

Le CICE a notamment permis de favoriser l'innovation, la recherche et l'investissement de la société.

Passifs sociaux :

Néant

Opérations en devises :

Néant

Opérations à long terme :

Néant

Changement de méthodes comptables :

Néant

Instruments financiers dilutifs :

Aucune action gratuite n'est en cours de période d'acquisition au 31 décembre 2018.

Détail du résultat exceptionnel :

Le résultat exceptionnel de < 280.136 € > comprend notamment :

406.876 € de Charges Exceptionnelles, composées principalement de :

- 59.727 € de charges excep. sur restitution/prise de locaux
- 35.309€ de charges excep. sur litiges commerciaux soldés
- 311.301 € de Dotations provisions sur Litiges Sociaux

126.740 € de Produits Exceptionnels, composés principalement de :

- 22.765 € de Reprise de provisions sur litiges sociaux soldés
- 102.915 € de Reprise de provisions sur litiges commerciaux soldés

Transferts de charge d'exploitation :

- 2.281 € correspondant à un remboursement d'assurance
- 32.114 € correspondent à des participations aux loyers sur les véhicules

Divers :

Le montant des honoraires CAC au titre de l'exercice s'élèvent à 68.760€ dont 4.500 € de facturation des « Services Autres que la Certification des Comptes » (SACC).

	Certif° Comptes	SACC	TOTAL
ARCADE FINANCE	30 600	4 500	35 100
BCRH Associés	33 660		33 660
	64 260	4 500	68 760

Intégration Fiscale:

A compter de l'exercice 2011 la société a opté pour le régime d'intégration fiscale pour le groupe, constitué d'elle-même et de sa filiale Scribtel Formation. Cette option a été étendue à sa filiale M2i Tech à compter de l'exercice 2014.

La société applique les règles du droit commun, à savoir, la mère, M2i détenant 100% du capital de ses filiales, est seule redevable de l'IS sur l'ensemble des sociétés figurant dans le périmètre d'intégration.

Au 31/12/18, le groupe constitué de M2i, société mère, et de ses filiales M2i Tech et Scribtel Formation, affiche un résultat d'ensemble de 2.703.860 €.

Le produit issu de l'intégration fiscale s'élève à 802.242€ et provient essentiellement de l'IS qui aurait été dû par la filiale SCRIBTEL FORMATION si elle avait été imposée séparément pour un montant de 2.486.726 €.

Etat des créances et des dettes :

a - Créances clients : Les créances faisant l'objet d'une cession par voie de subrogation à la société d'affacturage ne figurent plus au poste Clients dès leur cession.

Le montant des créances cédées au 31 décembre 2018 s'élève à 8.809 K€ ; la quasi-totalité de ces créances étant assurée par le Factor (GE FACTO France), dans le cadre du contrat Groupe signé le 16 mars 2016 par O2i pour l'ensemble des entités qu'elle détient.

b - Débiteurs divers : Le poste « débiteurs divers » comprend 982 K€ de comptes de Fonds de Garantie auprès de la société d'affacturage, et autres créances indisponibles.

Reconnaissance du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires de M2i Formation est principalement constitué de prestations de formation enregistrées lorsque les sessions de formations sont réalisées ou lorsque le délai d'annulation d'une inscription n'a pas été respecté.

Les produits des activités annexes, correspondant essentiellement à des refacturations de coûts liés aux prestations de services rendus, tels que les frais de déplacements ou de repas, sont reconnus au même rythme que les prestations correspondantes.

Le chiffre d'affaires est indiqué après déduction des escomptes, rabais ou ristournes qui peuvent être accordés aux clients.

Jetons de présence :

L'assemblée générale du 20 juin 2018 a décidé de fixer à dix mille (10.000) euros le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du conseil d'administration et/ou des éventuels comités ad hoc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Immobilisations

Période du 01/01/18 au 31/12/18
 Edition du 25/04/19
 Tenue de compte EURO

M2i

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	6 883 109		34 385
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	6 883 109		34 385
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	53 253		
Installations techniques et outillage industriel	590 241		112 448
Installations générales, agencements et divers	2 661 509		274 018
Matériel de transport	65 498		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 591 826		104 272
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	4 962 326		490 739
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			5 570 780
Autres participations	315 471		
Autres titres immobilisés	450 344		35 304
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	765 815		5 606 084
TOTAL GÉNÉRAL	12 611 251		6 131 208

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			6 917 494	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :			6 917 494	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			53 253	
Install. techn., matériel et out. industriels			702 689	
Inst. générales, agencements et divers			2 935 527	
Matériel de transport			65 498	
Mat. de bureau, informatique et mobil.			1 696 099	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			5 453 065	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence			5 886 251	
Autres participations				
Autres titres immobilisés			485 648	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			6 371 899	
TOTAL GÉNÉRAL			18 742 458	

Amortissements

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
 Edition du 25/04/19
 Tenue de compte EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	225 908	47 094		273 002
TOTAL immobilisations incorporelles :	225 908	47 094		273 002
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				50 331
Constructions sur sol propre	47 642			
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	418 515	90 852		509 368
Inst. générales, agencements et divers	1 872 502	176 456		2 048 958
Matériel de transport	60 398	2 528		62 926
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 379 920	69 406		1 449 326
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	3 778 977	339 243		4 120 910
TOTAL GÉNÉRAL	4 004 885	386 337		4 393 912

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	47 094		
TOTAL immobilisations incorporelles :	47 094		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	90 852		
Installations générales, agencements et divers	176 456		
Matériel de transport	2 529		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	69 406		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	339 243		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	386 337		

Provisions Inscrites au Bilan

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges (1) Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	145 680	311 301	125 680	331 301
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	145 680	311 301	125 680	331 301

Prov. sur immobilisations incorporelles	12 196			12 196
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.	10 000			10 000
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	212 245	5 055	10 260	207 039
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	234 441	5 055	10 260	229 235

TOTAL GÉNÉRAL	380 121	316 356	135 940	560 536
----------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

(1) Provisions pour litige : Diminutions/Reprises = 125.680€, dont 31.055€ utilisées conformément à leur objet; 94.625€ non utilisées

État des Échéances des Créances et Dettes

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	485 648		485 648
TOTAL de l'actif immobilisé :	485 648		485 648
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	169 593		169 593
Autres créances clients	8 016 580	8 016 580	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 698	20 698	
État - Impôts sur les bénéfices	750 668	750 668	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	1 396 306	1 396 306	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés	6 292 392	6 292 392	
Débiteurs divers	1 271 678	1 271 678	
TOTAL de l'actif circulant :	17 917 915	17 748 322	169 593
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	635 204	635 204	
TOTAL GÉNÉRAL	19 038 767	18 383 526	655 241

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	2 283	2 283		
- à plus d' 1 an à l'origine	293 992	163 558	130 434	
			37 350	
Emprunts et dettes financières divers	37 350			
Fournisseurs et comptes rattachés	6 553 790	6 553 790		
Personnel et comptes rattachés	1 571 691	1 571 691		
Sécurité sociale et autres organismes	1 215 465	1 215 465		
Impôts sur les bénéfices	33 698	33 698		
Taxe sur la valeur ajoutée	3 175 145	3 175 145		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	24 976	24 976		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés	10 786 146	10 786 146		
Autres dettes	268 804	268 804		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	72 798	72 798		
TOTAL GÉNÉRAL	24 036 138	23 868 354	167 784	

Fonds Commercial

Période du 01/01/18 au 31/12/18

M2i

Éléments constitutifs du fonds commercial	Montant des éléments				Montant des dépréciations
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds de Commerce TEACHWAY	135 784			135 784	
Fonds de Commerce O2i Nord			277 000	277 000	
Fonds de Commerce RAFI			105 204	105 204	
Fonds de Commerce FSI			3 049	3 049	
Fonds de Commerce PCS			75 404	75 404	
Fonds de Commerce NEWPORT			5 452	5 452	
Fonds de commerce NORIAMP	13 000			13 000	
Fonds de commerce NORIA NFC	14 000			14 000	
Fonds de commerce AVOLYS	359 846			359 846	
Autres Fonds de Commerce :			5 417 483	5 417 483	
<i>Mali Technique MBIP</i>			937 770		
<i>Mali Technique A3F</i>			723 230		
<i>Mali Technique RESO93</i>			654 512		
<i>Mali Technique RAFI</i>			747 330		
<i>Mali Technique PCS</i>			493 356		
<i>Mali Technique RESO LILLE</i>			374 742		
<i>Mali Technique FSI</i>			333 653		
<i>Mali Technique LEHAVRE</i>			167 990		
<i>Mali Technique GCF</i>			245 200		
<i>Mali Technique NEWPORT</i>			402 898		
<i>Mali Technique FORMATIC</i>			226 352		
Total Général	522 630		11 301 073	6 406 220	0

Les tests de valorisation et de dépréciation effectués par la société sur les activités de M2i justifient l'appréciation des dites immobilisations.

Ceux-ci ont été testés selon la méthode des DCF décrite dans le chapitre « Règles et méthodes comptables » page 11.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit à la reconnaissance de perte de valeur. Par ailleurs, une analyse de sensibilité a aussi été effectuée sur la base de calcul +0.5% sur le taux d'actualisation et +0.5% sur le taux de croissance à l'infini. Ces nouveaux tests n'ont pas fait apparaître de risque complémentaire.

Produits à Recevoir

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	3 438 811
Personnel	
Organismes sociaux	6 534
État	
Divers, produits à recevoir	
Autres créances	1 844
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	3 447 189

Charges à Payer

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	1 437 706
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 743 827
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 283
Disponibilités, charges à payer	152 078
Autres dettes	
TOTAL	3 335 892

Charges et Produits Constatés d'Avance

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	635 204	72 798
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	635 204	72 798

Composition du Capital Social

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	4802480	0,1
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	144000	0,1
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	4946480	0,1

Ventilation de l'Impôt sur les Bénéfices

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RÉPARTITION	Résultats avant impôts	Impôts
Résultat courant	2 635 900	(2 057 864)
Résultat exceptionnel (hors participation)	(280 136)	218 704
Résultat comptable (hors participation)	2 355 764	(1 839 160)

Effectif Moyen

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18

Edition du 25/04/19

Tenue de compte EURO

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	45	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	107	
Ouvriers		
TOTAL	152	

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				1 794 672	1 794 672
Amortissements :				1 193 888	1 193 888
- cumuls exercices antérieurs				224 341	224 341
- dotations de l'exercice					
TOTAL				376 443	376 443

REDEVANCES PAYÉES :				1 196 108	1 196 108
- cumuls exercices antérieurs				226 384	226 384
- dotations de l'exercice					
TOTAL				1 422 492	1 422 492

REDEV. RESTANT À PAYER :				183 256	183 256
- à un an au plus				197 585	197 585
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
TOTAL				380 841	380 841

VALEUR RÉSIDUELLE				3	3
- à un an au plus					
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
TOTAL				3	3

Mont. pris en charge dans l'exercice				226 384	226 384
--------------------------------------	--	--	--	---------	---------

Rappel : Redevance de crédit bail					226 384
-----------------------------------	--	--	--	--	---------

Engagements Financiers

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Nantissement DAT auprès de la BNP	220 525
Avals et cautions auprès de la BNP	441 050
Nantissement FDC au profit de la BNP	750 000
Autres engagements donnés :	10 903 833
Crédit-Bail équipements pédagogiques	380 841
LLD Véhicules	456 255
Location Financière sur équipements pédagogiques	200 179
Pensions, Retraites et Indemnités	579 984
Locations Immobilières	9 286 574
TOTAL	12 315 408

Nantissement du fonds de commerce M2i au profit de la BNP en garantie d'un prêt de 750.000€
Echéance 10/07/20. Capital restant dû au 31/12/18 : 270.965,19€. Pour ce même prêt, garantie BPI France donnée à la BNP à hauteur de 525.000€.

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Garantie bancaire reçue de la Banque Rothschild en cas de rachat des 34% de parts de la société ECSPLICITE.	500 000
TOTAL	500 000

Éléments Relevant de Plusieurs Postes du Bilan

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
 Edition du 25/04/19
 Tenue de compte EURO

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	5 886 251		
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	6 290 392		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	10 786 146		

Rémunération Globale et par Catégorie des Dirigeants

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS	Montant
Des organes d'administration	
Des organes de direction et de surveillance	
	TOTAL

Identité des Sociétés Mères Consolidant les Comptes de la Société

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
Edition du 25/04/19
Tenue de compte EURO

DÉNOMINATION SOCIALE	Forme	Au capital de	Ayant son siège social à
O2i	SA	6 986 676	101 Av. Laurent Cély 92230 GENNEVILLIERS
PROLOGUE	SA	13 729 870	101 Av. Laurent Cély 92230 GENNEVILLIERS

Liste des Filiales et Participations

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
 Edition du 25/04/19
 Tenue de compte EURO

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)			
SCRIBTEL Formt°	9 626 098	100	1 701 133
M2i Tech	945 022	100	(1 938 346)
2. participations (10 à 50% du capital détenu)			
M2i Form° Spain	NC	34	
Ecsplícite	1 217 985	34	105 359
NB: Capitaux propres au 31/12/17, comptes 2018 non disponibles			
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			
2. participations non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			

Accroissements et Allègements Dettes Futures d'Impôts

M2i

Période du 01/01/18 au 31/12/18
 Edition du 25/04/19
 Tenue de compte EURO
 Taux prévisionnel d'imposition :

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	Montant
<p>Accroissements</p> <p>Provisions règlementées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - amortissements dérogatoires - provisions pour hausse des prix - provisions pour fluctuation des cours <p>Autres :</p>	
TOTAL DES ACCROISSEMENTS	
<p>Allègements</p> <p>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour congés payés - participation des salariés <p>Autres :</p> <p>Effort Const.</p>	33 074
TOTAL DES ALLÈGEMENTS	33 074
<p>Déficits reportables (1)</p> <p>Moins-values à long terme</p>	1 102 862

(1) La totalité des déficits reportables est antérieure à l'intégration fiscale (exercice 2013).